



58, Avenue Didier
94210 LA VARENNES
Tél. : 48 86 11 79 p.686
Minitel J615 UNEF

Association
Générale des
Etudiants de l'Université de
PARIS
94 Val de Marne

Au Président de l'UNEF,
pour avis au Bureau National.

Créteil, le 7 Mars 1988

Cher(e)s Camarades,

Lors du dernier Collectif National, une grande partie de la discussion a porté sur l'état de la réflexion que peut avoir l'UNEF sur des sujets tels que les formations ou ERASMUS.

Fallait-il s'en étonner lorsque l'horizon 92 révèle ses contours de plus en plus précis ??

1992, c'est dans 4 années. 4 années dont dispose le gouvernement pour remodeler en profondeur le système universitaire et, plus largement, la société dans son ensemble.

4 années, c'est court. Aussi, comme le rapport le soulignait, les attaques iront croissantes, de plus en plus fortes:

- * en 85 contre le système de Sécurité Sociale Etudiante
- * en 86 avec DEVAQUET
- * en 87, les études médicales, les Oeuvres Universitaires
- * en 88, VALLADE, les études de Droit, ERASMUS,

sans oublier la constance des attaques contre l'UNEF, seule organisation ayant la volonté et encore le pouvoir de faire obstacle sinon échec à ces projets dangereux.

Pour nous, il n'y a guère de doute, ce qui est visé, c'est le système de formation; la volonté du gouvernement étant de le remodeler afin de le soumettre de façon inconditionnelle aux exigences du marché de 92, c'est à dire au grand capital international.

L'UNEF se doit donc de bien prendre en compte cet aspect, d'être au centre de cette bataille, d'être en mesure de prendre part au débat.

Or, le constat que nous faisons est que nous avons pris bien du retard sur cette question.

A l'heure où se discute dans les Conseils le projet ERASMUS, seules les AGE de Nanterre et de Paris 12 ont, pour la première traduit des textes du WESIB et pour la seconde produit une analyse sur le sujet, certes légère mais à la hauteur de la capacité de l'AGE.

Sur les IUT à 3 ans, nous sommes en train d'élaborer une brochure montrant la nocivité du projet et les propositions que nous avons en la matière. Mais, là aussi, celle-ci sera fonction de notre capacité. C'est à dire bien insuffisante au regard de l'attaque.

Pour ce qui est du Droit ou des autres filières, les projets vont bon train sans que nulle AGE ou presque ne soit en mesure d'en saisir l'enjeu et par là même, ne puisse mener des luttes efficaces afin de les mettre au rebut de façon définitive.

Si nous faisons le constat des manques de notre organisation, cela va sans dire qu'il ne s'agit guère pour nous de remettre en cause les camarades qui bossent sur ce sujet, ni de croire que ceux qui bossent sur d'autres points ont tort.

En effet, il serait tout autant suicidaire d'orienter nos luttes sur le seul thème des formations que de continuer à ne pas le considérer comme il se doit.

Comme nous le disions précédemment, si le point central est la réforme du système de formation, il va sans dire que les attaques recouvrent un champ très divers (conditions de vie, d'études, syndicales,) et que nous nous devons d'y répondre également.

Mais, même si faire le constat de nos manques est positif en soi, cela ne suffit guère, faut-il encore y remédier.

C'est dans ce cadre que l'AGEP 94 - UNEF propose qu'EMMANUEL MARIN soit élu au Bureau National afin d'aider à la mise en place de la commission formation.

Ce qui motive notre proposition, compte tenu de tout ce qui précède, repose sur le fait que pour que la commission formation fonctionne, il faut des gens motivés et disponibles, qu'un cadre de travail soit défini (l'horizon 92).

Or, il s'avère qu'au niveau de l'AGEP 94 - UNEF, ces questions de formations sont au centre de notre activité. Il serait dommage que l'Union Nationale ne profite pas des éléments que nous sommes à même de fournir.

Un autre point sur lequel repose notre motivation tient sur le fait que pour des raisons d'études, certains camarades du Bureau National de la commission formation n'ont malheureusement pas la possibilité de fournir le travail qui serait nécessaire.

Entendons nous bien, il ne s'agit pas ici de remettre en cause leurs capacités mais bien leur disponibilité. Ainsi, notre proposition va dans le sens du développement du travail du Bureau National.

recevez, cher(e)s Camarades, nos salutations fraternelles.

pour l'AGEP94 - UNEF,
le Bureau.